

## 14ème législature

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>13565</b>   | De <b>M. Pierre Morel-A-L'Huissier</b> ( Union pour un Mouvement<br>Populaire - Lozère ) | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Artisanat, commerce et tourisme   |  | <b>Ministère attributaire</b> > Artisanat, commerce et<br>tourisme |
| <b>Rubrique</b> >TVA   | <b>Tête d'analyse</b> >taux  | <b>Analyse</b> > restauration.                                     |
| Question publiée au JO le : <b>11/12/2012</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>29/01/2013</b> page : <b>1048</b> |  |  |

### Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier attire l'attention de Mme la ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme sur les conséquences d'une hausse de la TVA dans le secteur de la restauration. Le Gouvernement souhaite revenir sur cet avantage fiscal accordé dans le cadre du contrat d'avenir signé avec l'État en 2009, en relevant considérablement le taux de TVA. Cette hausse représente un risque indéniable sur l'emploi. Il souhaite savoir ce que compte faire le Gouvernement pour maintenir ce secteur d'activité.

### Texte de la réponse

Le Président de la République a annoncé dans le cadre du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, la création d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi permettant aux entreprises d'être plus compétitives et d'embaucher davantage, et ceci dès le tout début de l'année 2013. Pour financer ces mesures, un effort important de réduction de dépenses publiques sera notamment conduit par le Gouvernement. Il sera également mis en place une évolution des taux de TVA à partir de janvier 2014. Le taux intermédiaire, qui concerne le secteur de l'hôtellerie et la restauration, passera ainsi de 7 à 10 % à partir du 1er janvier 2014. Dès lors, le secteur bénéficiera pleinement pendant toute l'année 2013 des effets du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et des mécanismes spécifiques d'acompte qui seront mis en place pour les entreprises de moins de 250 salariés, soit pour la quasi-totalité du secteur. La remontée du taux intermédiaire de 7 % à 10 %, n'impactera les entreprises qu'un an plus tard. Parce que l'hôtellerie-restauration est au coeur de son action, la ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme a annoncé, le 23 novembre dernier, la mise en place d'un comité stratégique pour la filière restauration qui réunira l'ensemble de la filière et aura pour mission de définir une feuille de route pour le secteur. Ce comité de filière sera chargé de mettre en oeuvre une politique ambitieuse pour la qualité, l'emploi et la modernisation du secteur.